



BORDEAUX, le 10 juin 2016

Les syndicats Solidaires Finances Publiques, CGT Finances Publiques et F.O.-DGFIP, pleinement engagés dans le combat fondamental contre toutes les régressions sociales et pour le retrait de la « loi travail » participent aux initiatives interprofessionnelles programmées plusieurs semaines.

Ils considèrent que les attaques portées contre la DGFIP relèvent d'une idéologie similaire à celle qui sous tend la loi travail. La DGFIP, à l'instar d'autres secteurs déjà engagés dans l'action, y compris sur des problématiques qui leur sont propres, ne peut pas rester en dehors de ce combat.

C'est pourquoi nos organisations syndicales départementales ont décidé de s'inscrire dans l'action nationale de mobilisation à la DGFIP du 2 juin en boycottant le CTL prévu à cette date et sa 2ème convocation du 10 juin.

A l'ordre du jour de ce CTL figuraient une fois de plus des demandes de fermetures au public deux après midi par semaine. A nouveau, la direction locale cautionne des fermetures de service au public pour pallier les suppressions d'emplois.

Parallèlement, les restructurations s'enchaînent et riment avec déstructurations : aucun agent ni aucune mission n'y échappe (fusions et suppressions de services, réorganisations, etc.). En Gironde, la direction locale est exemplaire en la matière, en se portant systématiquement volontaire pour toutes les expérimentations (centre de contact, travail à distance, etc) qui aboutiront purement et simplement à la fermeture de nos services. En CHSCT, la présidence abuse du passage en force afin de mettre en œuvre au plus vite les restructurations au détriment des agents qui les subissent, ce qui a conduit les représentants des personnels à quitter le dernier CHSCT et à boycotter le CHSCT du 8 juin

Il est urgent de dire STOP au sacrifice du service public, à la dégradation des conditions de travail, au manque de reconnaissance des agents et aux suppressions d'emplois.

La DGFIP a perdu 35.000 emplois depuis 2002 et subit des coupes budgétaires qui nuisent à son bon fonctionnement tout en faisant face à une charge en constante augmentation et à une intensification du travail. En Gironde, ce sont près de 20 % des emplois qui ont été supprimés dans le même temps.

Sourd à ces réalités, le Ministère prépare en ce moment le budget de la DGFIP pour 2017 : il prévoit une fois de plus des suppressions d'emplois et une baisse des moyens budgétaires. En outre, il devrait instaurer le prélèvement à la source tout en poursuivant une stratégie de service public virtuel fondé sur le « tout numérique » au mépris des besoins réels de la population en termes de contacts « humains » avec les services.

La reconnaissance des agents est au point mort : le nombre de promotions internes s'effondre et les régimes indemnitaires sont gelés... Les agents valent mieux que ça !

Exigeons des moyens et une reconnaissance pour travailler dans de bonnes conditions !

Les luttes engagées par les agents de la DGFIP sur leurs revendications ne sont pas détachées de la bataille essentielle contre la loi EL KHOMRI. Elles sont totalement partie prenante de cette lutte interprofessionnelle, car personne ne peut penser un seul instant que les agents de la DGFIP verront leurs revendications satisfaites isolément, alors que le gouvernement poursuit et renforce sa politique d'austérité, avec un autoritarisme qui ne fait pas honneur à la démocratie.

Gagner le retrait de la loi EL KHOMRI et de nouvelles négociations pour un code du travail protecteur des salariés, c'est se donner les meilleurs atouts pour gagner sur nos propres revendications à la DGFIP.

Les syndicats Solidaires Finances Publiques, CGT Finances Publiques et F.O.-DGFIP revendiquent :

- Le retrait du projet de Loi Travail et réaffirme son opposition à la mise en oeuvre d'un CPA (Compte Personnel d'Activité) dans la fonction publique qui remettrait en cause les garanties collectives du statut général et des statuts particuliers sur ce point,
- Le maintien de la hiérarchie des normes et des accords collectifs donc par voie de conséquence le maintien du statut général et des statuts particuliers,
- Une nouvelle augmentation de la valeur du point d'indice assortie d'une attribution de 50 points d'indice permettant le rattrapage des pertes subies,
- La réouverture de discussions sur les carrières, le protocole PPCR n'ayant pas apporté de réelles améliorations aux grilles indiciaires et, pire, devenant même un obstacle aux promotions,
- L'arrêt des réformes en cours et l'ouverture d'un débat de fond sur les missions de Service public et l'adéquation nécessaires avec les moyens.

Pour dire STOP à la régression sociale, TOUS EN GREVE le 14 juin 2016.

Nous appelons les agents à se joindre aux manifestations organisées à PARIS ou à la manifestation qui sera organisée sur BORDEAUX le 14 juin 2016.